

**Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques**  
**17-21 boulevard du 11 novembre 1918**  
**69623 - Villeurbanne Cedex**

Marché public de fournitures et des services

---













**Fourniture et gestion des abonnements de périodiques français et  
étrangers sur tous supports**

Appel d'offres ouvert

---

**Cahier des Clauses Administratives Particulières  
(C.C.A.P.)**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

|   |  |
|---|--|
|    | <p>Marché public de fournitures et des services</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture et gestion des abonnements de périodiques français et étrangers sur tous supports</p>   |
|    | <p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques<br/>17-21 boulevard du 11 novembre 1918<br/>69623 - Villeurbanne Cedex</p>   |
|    | <p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>  |
|    | <p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>  |
|    | <p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p> |
|    | <p>Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 17-21 boulevard du 11 novembre 1918, 69623 Villeurbanne Cedex</p>  |
|   | <p>Marché à bons de commande. Le marché est divisé en 2 lots.</p>  |
|  | <p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>   |
|  | <p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>   |
|  | <p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>   |
|  | <p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité de recourir à des prestations similaires.</p>       |
|  | <p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>  |

|   |           |
|---|-----------|
| <b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>   | <b>4</b>  |
| <b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>   | <b>4</b>  |
| ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....   | 4         |
| ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ PUBLIC .....                                      | 4         |
| ARTICLE 3. DURÉE .....  | 6         |
| ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....   | 7         |
| ARTICLE 5. ASSURANCES .....   | 7         |
| ARTICLE 6. INTERVENANTS.....  | 7         |
| 6.1. SOUS-TRAITANCE.....  | 7         |
| 6.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES .....  | 7         |
| <b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>  | <b>9</b>  |
| ARTICLE 7. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC.....                                    | 9         |
| 7.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX .....   | 9         |
| 7.2. CONTENU DU PRIX .....  | 9         |
| 7.3. VARIATION DES PRIX.....  | 9         |
| ARTICLE 8. AVANCE .....   | 9         |
| ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE .....  | 10        |
| ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT .....   | 10        |
| 10.1. DELAI DE PAIEMENT .....   | 10        |
| 10.2. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....  | 10        |
| 10.3. FACTURATION .....   | 11        |
| <b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>  | <b>13</b> |
| ARTICLE 11. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....                                | 13        |
| ARTICLE 12. EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....  | 13        |
| ARTICLE 13. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....   | 14        |
| ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ET MODIFICATIONS.....                                 | 14        |
| ARTICLE 15. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....   | 15        |
| 15.1. REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....                                     | 15        |
| <b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>                    | <b>16</b> |
| ARTICLE 16. ADMISSION .....   | 16        |
| ARTICLE 17. DÉLAI DE GARANTIE .....   | 16        |
| <b>PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES.....</b>  | <b>17</b> |
| ARTICLE 18. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ ..... | 17        |
| ARTICLE 19. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE .....                               | 17        |
| ARTICLE 20. FACTURATION - PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....                         | 18        |
| ARTICLE 21. MODALITÉS DE VARIATION DES PRIX .....   | 18        |
| ARTICLE 22. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX PRATIQUÉS .....   | 19        |
| <b>PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>  | <b>20</b> |
| ARTICLE 23. PÉNALITÉS ET PRIMES .....   | 20        |
| ARTICLE 24. MESURES COERCITIVES .....   | 20        |
| ARTICLE 25. CAS DE RÉSILIATION .....  | 21        |
| ARTICLE 26. LIQUIDATION .....   | 21        |
| ARTICLE 27. LITIGES ET DIFFÉRENDS .....   | 21        |
| <b>PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>   | <b>22</b> |
| <b>ANNEXE 1 - CONTRAT DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....</b>                         | <b>23</b> |

## PARTIE 1. PREAMBULE

---

### Législation applicable

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

---

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Le nom du représentant de l'acheteur sera communiqué lors de l'envoi de la lettre de notification.

### ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

**Objet des fournitures :** Fourniture et gestion des abonnements de périodiques français et étrangers sur tous supports.

Le présent marché a pour objet la fourniture et la gestion des abonnements de périodiques réguliers ou non, français ou étrangers, sous forme papier et online ou électronique, destinés aux usagers de la bibliothèque de l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (Enssib). La prestation concerne essentiellement les abonnements mais aussi la fourniture de numéros anciens (antiquariat) et ponctuellement la fourniture de numéros isolés qui ne concernent pas les abonnements en cours de la bibliothèque.

Sont exclus du présent marché les groupements de commandes constitués entre établissements de l'enseignement supérieur. Sont également exclus les bases de données.  
La liste des titres exclus est disponible dans l'annexe 1.

Les usagers de la bibliothèque de l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (Enssib) sont :

- Les bibliothécaires, conservateurs, étudiants en master, professionnels de l'information en formation initiale à l'école ;
- Les enseignants et les chercheurs en sciences de l'information, internes ou externes à l'école,
- Les professionnels de l'information en poste ;
- Les professionnels de bibliothèque en formation continue à l'école ou qui préparent les concours internes ou externes d'accès aux métiers des bibliothèques ;
- Les conservateurs des bibliothèques territoriaux en formation à l'INET (usagers distants).

La prestation attendue inclut toutes les étapes du cycle de vie de l'abonnement (la commande et son règlement, la mise en service effective de l'abonnement, la facturation, la réclamation et le renouvellement) ainsi que la fourniture d'informations relatives aux abonnements et à la gestion du portefeuille de l'Enssib.

Le titulaire s'engage à :

- Fournir les périodiques sur support papier et/ou électronique auxquels est abonné ou souhaite s'abonner l'Enssib ;

- Faire les démarches nécessaires pour fournir les numéros isolés qui ne font pas partie des abonnements en cours de la bibliothèque et numéros en antiquariat ;
- Assurer la continuité des abonnements existants ;
- Assurer la mise en service rapide des abonnements ou réabonnements par la transmission des commandes aux éditeurs ;
- Assurer la résiliation des abonnements que l'Enssib ne souhaite pas reconduire ;
- Assurer la gestion des commandes et suivi des livraisons ;
- Assurer le paiement des éditeurs et la consolidation des factures envoyées par les éditeurs ;
- Aligner les échéances des abonnements à la date convenue, sous réserve de l'acceptation des éditeurs quand l'Enssib en fait la demande ;
- Assurer le rôle d'unique intermédiaire entre l'Enssib et les éditeurs notamment par le suivi des abonnements et la gestion des réclamations auprès des éditeurs ;
- Assurer une réelle réactivité dans les relations qu'il entretient avec l'Enssib en désignant notamment un seul et unique interlocuteur, chargé de ces relations. En cas d'absence de cet interlocuteur, le titulaire informe l'Enssib de la personne qui remplace ce correspondant ;
- Assurer la transmission de toute information utile pour optimiser le portefeuille de l'Enssib. Par exemple : existence ou apparition d'une version électronique d'un titre, licences, modalités d'accès au texte intégral, cessation de parution, changement de titre, de périodicité, d'éditeur, numéros spéciaux, la parution des fascicules, la parution de numéros hors abonnements, augmentation de tarif etc. ;
- Assurer la mise à disposition des informations nécessaires au renouvellement des abonnements et à l'évaluation du portefeuille d'abonnements ;
- Assurer la fourniture d'informations bibliographiques et financières concernant des titres auxquels l'Enssib souhaiterait s'abonner ;
- Fournir gratuitement chaque année un récapitulatif complet des abonnements en cours et des avoirs par courriel.

Dans le cas de titres disponibles sous forme électronique, le titulaire indique impérativement et systématiquement en français :

- Les modes d'accès et d'authentification utilisés ;
- Le nombre d'accès simultanés autorisés ;
- Les conditions d'accès à distance et les utilisateurs autorisés : l'Enssib souhaite que la documentation électronique soit accessible à distance aux étudiants, élèves, personnels, enseignants-chercheurs (environ 700 personnes), à travers le système d'authentification proposé par l'établissement,
- Les modalités et calendrier de mise en service ;
- La tranche chronologique proposée à la consultation pour les périodiques ;
- Une liste des périodiques auxquels l'Enssib est abonnée est fournie en annexe du présent C.C.T.P à titre indicatif.
- Le titulaire permettra le renouvellement des abonnements en ligne via un outil de gestion. Une fois le renouvellement effectué par l'Enssib, il établira un devis. La facture sera envoyée une fois le devis accepté par l'Enssib et après réception des bons de commande.
- La facture définitive à laquelle la liste des abonnements sera jointe, comportera les mêmes mentions que la facture provisionnelle, après ajustement annuel des prix.

**Lieu de livraison** : Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, 17-21 boulevard du 11 novembre 1918, 69623 Villeurbanne Cedex

Le marché est divisé en lots comme suit :

| Lot(s)     | Désignation  |
|------------|--|
| AO 26.01-1 | Fourniture de journaux, revues et périodiques français sous forme papier ou papier + online<br>- Fourniture de journaux, revues et périodiques français sous forme papier, |

|            |   |
|------------|---|
|            | en ligne ou papier et online - Fournitures de numéros isolés de périodiques français  |
| AO 26.01-2 | Fourniture de journaux, revues et périodiques étrangers sous forme papier ou papier + online<br>- Fourniture de journaux, revues et périodiques étrangers sous forme papier, en ligne ou papier et online - Fourniture de numéros isolés de périodiques étrangers |

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

### **ARTICLE 3. DUREE**

#### **Lot 1 “La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques français”**

##### Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois.

La date de début du marché public est prévue le 1 janvier 2026.

Date de début contractuelle : 1er janvier 2026.

##### Reconduction :

Le marché est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de ce marché.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance du marché initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché.

#### **Lot 2 “La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques étrangers.”:**

##### Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois.

La date de début du marché public est prévue le 1 janvier 2026.

Date de début contractuelle : 1er janvier 2026.

##### Reconduction :

Le marché est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de ce marché.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance du marché initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché.

#### **ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les documents contractuels du marché sont les suivants et prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché (\*)
- Le mémoire technique
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

##### Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **ARTICLE 5. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

##### Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

##### Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **ARTICLE 6. INTERVENANTS**

##### **6.1. Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de ce marché.

##### **6.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.



## **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

---

### **ARTICLE 7. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHE PUBLIC**

#### **7.1. Modalités de fixation des prix**

La rémunération du présent marché se fait sur la base de prix unitaires.

Le marché à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

#### **7.2. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

#### **7.3. Variation des prix**

##### **Lot 1 “La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques français”**

La révision des prix est effectuée par l'application au montant hors taxes des acomptes d'un coefficient CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 0, \dots * c1/C1 + 0, \dots * c2/C2 + 1$

où

c1 = indice en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède le mois d'exécution de la prestation

C1 = indice en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement

c2 = indice en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède le mois d'exécution de la prestation

C2 = indice en vigueur le 1er jour du mois de calendrier qui précède celui de la signature de l'acte d'engagement

##### Détermination des prix de règlement :

Les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

##### **Lot 2 “La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques étrangers.”:**

Le présent marché est conclu à prix ferme. S'agissant d'un marché de fournitures courants, les prix du marché ne font pas l'objet d'une actualisation.

Prix ferme: Les dispositions de l'article 10.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 8. AVANCE**

Aucune avance n'est accordée pour ce marché.

## ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 10. MODALITES DE PAIEMENT

### 10.1. Délai de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Sylvia BOYER  
Agence Comptable  
17-21 boulevard du 11 novembre 1918  
69623 Villeurbanne Cedex  
Tél. : 04 72 44 43 09  
Email : sylvia.boyer@enssib.fr

### 10.2. Modalités de règlement des comptes

**Lot 1 "La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques français":**

Acomptes :

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Contenu de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies :

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Païement pour solde et règlement partiels et définitifs :

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Facturation électronique :

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

**Lot 2 “La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques étrangers.”:**

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglés comme indiqué à l'article 11 du CCAG Fournitures courantes et services.

Acomptes :

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Contenu de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies :

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Païement pour solde et règlement partiels et définitifs :

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Facturation électronique :

Les dispositions de l'article 11.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

**10.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 11. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Forme des notifications et informations :

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

#### Ordres de service :

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 12. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Lieux d'exécution :

Les dispositions de l'article 17 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les dispositions de l'article 18 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché :

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent

sa propriété. Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids. Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte. Les emballages restent la propriété du titulaire. Celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation, sauf si cela contrevient aux règles sanitaires et d'hygiène.

#### Livraison :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

#### Surveillance en usine :

Les dispositions de l'article 22 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 13. DEVELOPPEMENT DURABLE**

#### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

#### Clause environnementale générale :

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 14. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ET MODIFICATIONS**

#### Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 15. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **15.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 16. ADMISSION**

#### Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 17. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de la réception.



### **ARTICLE 18. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### **Protection des données à caractère personnel :**

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

#### **Obligation de confidentialité :**

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Mesures de sécurité :**

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Information des sous-traitants :**

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :**

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### **Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### **Réparation des dommages :**

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **ARTICLE 19. CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

## **ARTICLE 20. FACTURATION - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Chaque facture doit concerner seulement un LOT, les factures qui contiennent des éléments de deux lots seront rejetées sur Chorus PRO.

En cas de refacturation, les factures doivent parvenir au plus tard avant le 31/08 de l'année en cours.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19692459100015
- Code service : non obligatoire

## **ARTICLE 21. MODALITES DE VARIATION DES PRIX**

Les prix sont révisables, à la hausse ou à la baisse, en fonction des prix publics éditeurs.  
Le taux de remise consenti reste applicable pour toute la durée du marché.

## ARTICLE 22. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

La base de référence du prix de l'abonnement est constituée du prix public éditeur le plus avantageux.

La facture doit donc porter systématiquement le prix éditeur du pays d'origine TTC et HT.

L'Enssib se réserve le droit de demander au titulaire de justifier le prix éditeur facturé.

Tarif "D.D.P." : lorsqu'un éditeur fait bénéficier l'Enssib d'un tarif fortement remisé sur la version papier de ses titres en fonction d'accord contractuels sur les versions électroniques des périodiques (tarif du DDP = Deep Discount Price), le titulaire devra appliquer ce tarif.

Les prix sont déterminés en appliquant une remise de base, taux d'escompte, offres promotionnelles ou commissions, indiqués par le titulaire du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'au lieu de livraison.

Les prix seront ajustés et leur ajustement, à la hausse ou à la baisse, se fera à partir des prix officiels du catalogue des éditeurs (prix public éditeur hors taxes), en vigueur le jour de l'émission du bon de commande.

Le titulaire s'engage à faire connaître à l'Enssib le plus tôt possible, avant échéance de l'abonnement, le prix du réabonnement pour l'année suivante.

Si la variation excède le taux de 7%, le prix de règlement ne dépassera pas ce taux, sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances à apprécier par l'Enssib à la demande du titulaire.

## **PARTIE 7.   DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 23.   PENALITES ET PRIMES**

**Lot 1 “La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques français” et**

**Lot 2 “La fourniture et la gestion des abonnements de périodiques étrangers.”:**

#### **Pénalité journalière pour le retard d'exécution**

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur applique une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$V * R / 1000$$

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

#### **Retard dans la transmission des données statistiques**

50 € par jour

#### **Absence de transmission des données statistiques**

500 € - forfaitaire

#### **Facture non conforme**

10% - forfaitaire : cette pénalité s'applique sur le montant HT de la facture en cas d'erreurs répétées ou de l'application de nouveaux tarifs dans le non-respect de la clause de révision de prix

#### **Non-respect des clauses contractuelles**

500 € - forfaitaire : non respect des exigences minimales du CCTP.

#### Dérogations relatives aux pénalités :

Les dispositions de l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### **ARTICLE 24.   MESURES COERCITIVES**

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## ARTICLE 25. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

### Résiliation pour évènements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour évènements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## ARTICLE 26. LIQUIDATION

### Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## ARTICLE 27. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Lyon  
Tél. : 04 78 14 10 10  
Fax : 04 87 63 52 50  
Email : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Lyon  
Tél. : 04 78 14 10 10  
Fax : 04 87 63 52 50  
Email : greffe.ta-lyon@juradm.fr

### Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

Aucune dérogation n'a été apportée au CCAG.

### ARTICLE 1 . DEFINITIONS

« **Données à caractère personnel** » désigne toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro de téléphone, une adresse email, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

« **Responsable de traitement** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement. Dans le cadre de la présente annexe le responsable de traitement est identifié à l'article 7.

« **Sous-traitant** » désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable de traitement. Dans le cadre de la présente annexe le sous-traitant est identifié à l'article 7. Les sous-traitants ultérieurs sont eux identifiés à l'article 10.

Information : la sous-traitance s'entend ici uniquement au sens du traitement de données. Il ne saurait ici être question de la sous-traitance au sens de la loi du 31 décembre 1975.

### ARTICLE 2 . OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Les responsables du traitement et les sous-traitants énumérés aux articles 7 et 10 ont accepté ces clauses afin de garantir le respect des dispositions de l'article 28, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2016/679 et/ou des dispositions de l'article 29, paragraphes 3 et 4, du règlement (UE) 2018/1725.

### ARTICLE 3 . OBLIGATIONS DES PARTIES

#### 1. Description du ou des traitements

Les détails des opérations de traitement, et notamment les catégories de données à caractère personnel et les finalités du traitement pour lesquelles les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement, sont précisés à l'article 8.

#### 2. Limitation de la finalité

Le sous-traitant traite les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalités spécifiques du traitement, telles que définies à l'article 8, sauf instruction complémentaire du responsable du traitement.

#### 3. Durée du traitement des données à caractère personnel

Le traitement par le sous-traitant n'a lieu que pendant la durée précisée à l'article 8.

#### 4. Sécurité du traitement

Le sous-traitant n'accorde aux membres de son personnel l'accès aux données à caractère personnel faisant l'objet du traitement que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi du contrat. Le sous-traitant veille à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

## **5. Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions («données sensibles»), le sous-traitant applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

## **6. Documentation et conformité**

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations énoncées dans les présentes clauses et découlant directement du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725. À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant permet également la réalisation d'audits des activités de traitement couvertes par les présentes clauses et y contribue, à intervalles raisonnables ou en présence d'indices de non-conformité. Lorsqu'il décide d'un examen ou d'un audit, le responsable du traitement peut tenir compte des certifications pertinentes en possession du sous-traitant.

Le responsable du traitement peut décider de procéder lui-même à l'audit ou de mandater un auditeur indépendant. Les audits peuvent également comprendre des inspections dans les locaux ou les installations physiques du sous-traitant et sont, le cas échéant, effectués moyennant un préavis raisonnable.

## **7. Recours à des sous-traitants ultérieurs**

Lorsque le sous-traitant recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du responsable du traitement), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au sous-traitant en vertu des présentes clauses. Le sous-traitant veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la demande du responsable du traitement, le sous-traitant lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le sous-traitant peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le sous-traitant demeure pleinement responsable, à l'égard du responsable du traitement, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles.

## **ARTICLE 4 . ASSISTANCE AU RESPONSABLE DU TRAITEMENT**

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande qu'il a reçue de la part de la personne concernée. Il ne donne pas lui-même suite à cette demande, à moins que le responsable du traitement des données ne l'y ait autorisé.

Le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement pour ce qui est de remplir l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes des personnes concernées d'exercer leurs droits, en tenant compte de la nature du traitement.



Outre l'obligation incombant au sous-traitant d'assister le responsable du traitement, le sous-traitant aide en outre le responsable du traitement à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant :

- l'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
- l'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le responsable du traitement ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
- l'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le responsable du traitement si le sous-traitant apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes.

## **ARTICLE 5 . NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

En cas de violation de données à caractère personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de la mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement et des informations dont dispose le sous-traitant.

### **1. Violation de données en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le responsable du traitement, le sous-traitant prête assistance au responsable du traitement :

- aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente, dans les meilleurs délais après que le responsable du traitement en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques) ;
- aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 34, paragraphe 3, du règlement (UE) 2018/1725, doivent figurer dans la notification du responsable du traitement, et inclure, au moins :
  - o la nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
  - o les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
  - o les mesures prises ou les mesures que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais ;

- aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou de l'article 35 du règlement (UE) 2018/1725, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

## **2. Violation de données en rapport avec des données traitées par le sous-traitant**

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le sous-traitant, celui-ci en informe le responsable du traitement dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance. Cette notification contient au moins :

- une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

Les parties définissent à l'article 9 tous les autres éléments que le sous-traitant doit communiquer lorsqu'il prête assistance au responsable du traitement aux fins de la satisfaction des obligations incombant à ce dernier en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 et/ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725.

### **ARTICLE 6 . NON-RESPECT DES CLAUSES**

Sans préjudice des dispositions du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725, en cas de manquement du sous-traitant aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses, le responsable du traitement peut donner instruction au sous-traitant de suspendre le traitement des données à caractère personnel jusqu'à ce que ce dernier se soit conformé aux présentes clauses ou jusqu'à ce que le contrat soit résilié. Le sous-traitant informe rapidement le responsable du traitement s'il n'est pas en mesure de se conformer aux présentes clauses, pour quelque raison que ce soit.

Le responsable du traitement est en droit de résilier le contrat dans la mesure où il concerne le traitement de données à caractère personnel conformément aux présentes clauses si :

- le traitement de données à caractère personnel par le sous-traitant a été suspendu par le responsable du traitement conformément au point ci-dessus et le respect des présentes clauses n'est pas rétabli dans un délai raisonnable et, en tout état de cause, dans un délai d'un mois à compter de la suspension ;
- le sous-traitant est en violation grave ou persistante des présentes clauses ou des obligations qui lui incombent en vertu du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725 ;
- le sous-traitant ne se conforme pas à une décision contraignante d'une juridiction compétente ou de l'autorité de contrôle compétente/des autorités de contrôle compétentes concernant les obligations qui lui incombent en vertu des présentes clauses ou du règlement (UE) 2016/679 et/ou du règlement (UE) 2018/1725.

À la suite de la résiliation ou de la fin du contrat, le sous-traitant supprime, selon le choix du responsable du traitement, toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement et certifie auprès de celui-ci qu'il a procédé à cette suppression, ou renvoie toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruit les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'impose de les conserver plus longtemps. Le sous-traitant continue de veiller à la conformité aux présentes clauses jusqu'à la suppression ou à la restitution des données.

## ARTICLE 7 . LISTE DES PARTIES

|   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| Responsable(s) du traitement :<br><i>[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]</i> | Nom :                                 |
|   | Adresse :                             |
|   | Délégué à la protection des données : |
| Sous-traitant(s) :<br><i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i>                                     | Nom :                                 |
|   | Adresse :                             |
|   | Délégué à la protection des données : |

## ARTICLE 8 . DESCRIPTION DU TRAITEMENT

|   |  |
|---|--|
| Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :   |  |
| Catégories de données à caractère personnel traitées :  |  |
| Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires : |  |
| Nature du traitement :  |  |
| Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :  |  |
| Durée du traitement :   |  |
| Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement :   |  |

## ARTICLE 9 . MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES, Y COMPRIS MESURES TECHNIQUES ET ORGANISATIONNELLES VISANT A GARANTIR LA SECURITE DES DONNEES

Information : Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié,

compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

|  |  |
|--|--|
| Mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel :  |  |
| Mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement :   |  |
| Mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique : |  |
| Procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement :   |  |
| Mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur :  |  |
| Mesures de protection des données pendant la transmission :  |  |
| Mesures de protection des données pendant le stockage :  |  |
| Mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées :  |  |
| Mesures visant à garantir l'enregistrement des événements :  |  |
| Mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut :  |  |
| Mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique :  |  |
| Mesures de certification/assurance des procédés et produits :  |  |
| Mesures visant à garantir la minimisation des données :  |  |
| Mesures visant à garantir la qualité des données :   |  |
| Mesures visant à garantir une conservation limitée   |  |

|  |  |
|--|--|
| des données :  |  |
| Mesures visant à garantir la responsabilité :  |  |
| Mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement :   |  |
| Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement : |  |
| Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement :   |  |

## ARTICLE 10 . LISTE DE SOUS-TRAITANTS ULTERIEURS

Le présent article doit être complété en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs. Le tableau doit être dupliqué pour chaque nouveau sous-traitant.

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :

|   |                                       |
|---|---------------------------------------|
| Sous-traitant(s) :<br><i>[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]</i> | Nom :                                 |
|   | Adresse :                             |
|   | Délégué à la protection des données : |
| Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :       |                                       |